



UCI | Université du Coaching Intégré

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE, PERCEPTION INTERNATIONALE ET STABILITÉ POLITIQUE.

Thèse d'utilité publique rédigée par le
Professeur Émérite Coach Patrick Armand
POGNON

Décembre 2025

Éditions ATQM-SA

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE, PERCEPTION INTERNATIONALE ET STABILITÉ POLITIQUE.

Thèse d'utilité publique rédigée par le
Professeur Émérite Coach Patrick Armand
POGNON

Décembre 2025

Éditions ATQM-SA

Éditions ATQM-SA

ISBN : 978-99982-3-342-3

Dépôt Légal : 17949 du 29/12/2025

Bibliothèque Nationale du Bénin

Tous droits réservés

©Coach Patrick Armand Pognon

Dédicace

À vous qui tenez cet ouvrage entre vos mains,

Que l'Éternel vous accorde la sagesse, la lucidité et la discipline nécessaires pour intégrer et mettre en œuvre les enseignements stratégiques qu'il renferme.

Puisse chaque page nourrir votre réflexion, affiner votre discernement et renforcer votre capacité à anticiper, décider et agir avec justesse.

Que ce livre devienne pour vous un outil de gouvernance éclairée, un compagnon de croissance personnelle et un levier stratégique au service de l'impact durable.

Je décrète sur votre parcours davantage de clairvoyance, de maîtrise stratégique et de prospérité au service du bien commun.

Avec toute ma considération, ma bénédiction et mon engagement de bâtisseur,

Coach Patrick Armand POGNON



SOMMAIRE

- 11 PRÉSENTATION DE L'AUTEUR
- 13 RÉSUMÉ SCIENTIFIQUE DE LA THÈSE
- 18 **Premier acquis scientifique**
Modèle stratégique africain de communication
gouvernementale
- 22 **Deuxième acquis scientifique**
Synthèse exécutive à l'attention des décideurs publics et
partenaires institutionnels
- 25 INTRODUCTION GÉNÉRALE
- 31 REVUE DE LITTÉRATURE
- 39 CADRE THÉORIQUE
- 45 CADRE MÉTHODOLOGIQUE
- 51 **Première partie**
Théorie et réalités de la communication gouvernementale et
de son impact sur la perception internationale et la stabilité
politique en Afrique et dans le monde
- 55 **Chapitre I** Approfondissement théorique de la
communication gouvernementale et de son impact sur la
perception internationale et la stabilité politique

- 63 **Chapitre II** Réalités de la communication gouvernementale à l'épreuve des théories contemporaines
- 71 **Deuxième partie**
Étude empirique de la communication gouvernementale sur la perception internationale et la stabilité politique en Afrique et dans le monde
- 75 **Chapitre I** Communication gouvernementale et issue d'une tentative de rupture de l'ordre constitutionnel
- 85 **Chapitre II** Communication gouvernementale et perception internationale d'une tentative de rupture de l'ordre constitutionnel
- 99 **Troisième partie**
Perspectives stratégiques et recommandations pour une communication gouvernementale stabilisatrice
- 103 **Chapitre I** Modernisation de l'architecture institutionnelle de la communication gouvernementale
- 111 **Chapitre II** Renforcement de la souveraineté narrative et de la crédibilité internationale
- 117 **CONCLUSION GÉNÉRALE**
- 123 **GLOSSAIRE DES CONCEPTS CLÉS**
- 137 **BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE**



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Lorsque l'Afrique engendre un esprit rare, les nations observent.

Patrick Armand POGNON est un chercheur, formateur et stratège africain dont le parcours se situe à l'articulation de l'analyse académique, du leadership institutionnel et de la transformation humaine. Né à Porto-Novo, au sein d'une lignée de chefs, d'éducateurs et de bâtisseurs sociaux, il a développé une trajectoire intellectuelle et professionnelle fondée sur la responsabilité, la structuration des systèmes et la recherche d'impact durable.

Professeur Émérite en Coaching Intégral, il est Président de plusieurs institutions à portée internationale, dont FIAD Monde, l'Ordre des Coachs en Développement Intégral (OCDI) et ATQM SA. Il exerce également les fonctions de Président-Recteur de l'Université du Coaching. À travers ces structures, il a contribué à la formation et à la certification de plus de 8 500 coachs répartis dans plus de trente pays, tout en renforçant des dynamiques de leadership, de gouvernance et d'élévation humaine.

Auteur de plusieurs ouvrages consacrés au leadership, à la gouvernance, au développement humain et à la réussite intégrale, il est également initiateur de plateformes de diffusion du savoir et d'analyse stratégique, dont WikiRéussite et Coaching TV. Son travail s'inscrit dans une perspective africaine assumée, articulant rigueur intellectuelle, conscience systémique et responsabilité sociale.

La présente thèse s'inscrit dans la continuité de ses recherches sur la gouvernance, la stabilité des systèmes humains et le rôle stratégique de la communication dans la transformation des organisations et des États, avec l'ambition d'offrir aux décideurs publics un cadre opérationnel, enraciné et transférable.



**RÉSUMÉ
SCIENTIFIQUE
DE LA THÈSE**

Cette thèse analyse les interactions entre la communication gouvernementale, la perception internationale et la stabilité politique dans un environnement informationnel marqué par l'instantanéité, la concurrence des récits et la fragilisation des frontières entre faits, interprétations et représentations collectives.

Elle met en évidence que les événements politiques contemporains ne se jouent plus exclusivement dans les espaces institutionnels, juridiques ou sécuritaires. Ils se déploient simultanément dans un espace symbolique, médiatique et numérique où se construisent, se confrontent et se stabilisent les perceptions nationales et internationales. Dans ce contexte, la communication gouvernementale apparaît comme une fonction stratégique de gouvernance. Elle agit directement sur la confiance publique, la légitimité perçue, la crédibilité extérieure et la résilience institutionnelle.

À partir d'une revue de littérature pluridisciplinaire et d'un cadre théorique mobilisant notamment la construction sociale de la réalité, le cadrage, l'agenda-setting et la communication de crise, la recherche met en évidence une thèse structurante. La stabilité politique dépend autant de la gestion effective des faits que de la maîtrise de leur mise en récit.

Autrement dit, l'État doit agir simultanément sur l'événement et sur le sens collectif qui lui est attribué.

L'étude empirique repose sur l'analyse approfondie de la tentative de coup d'État avortée au Bénin le 7 décembre 2025. Cette analyse s'appuie sur une triangulation de sources institutionnelles, médiatiques et numériques, puis sur une mise en perspective comparative avec plusieurs cas africains et internationaux. Les résultats montrent que la réussite ou l'échec des tentatives de rupture de l'ordre constitutionnel est étroitement lié à la capacité des États à produire un récit crédible, cohérent et rapidement diffusé, puis à en assurer la continuité narrative afin d'empêcher l'installation durable de récits concurrents.

La thèse met en évidence une dissociation croissante entre réalité institutionnelle et perception internationale, dissociation accentuée par l'environnement numérique et la saturation informationnelle. Cette évolution impose aux États de repenser la communication comme une fonction stratégique de souveraineté narrative, de prévention des crises et de leadership institutionnel.

En conclusion, ce travail propose les fondements d'un modèle stratégique africain de communication gouvernementale destiné à renforcer la crédibilité internationale, la confiance publique et la stabilité politique dans un contexte de compétition informationnelle permanente.

PREMIER ACQUIS SCIENTIFIQUE

Modèle stratégique africain de communication gouvernementale

Le modèle stratégique africain proposé repose sur une idée centrale selon laquelle, dans l'environnement informationnel contemporain, la souveraineté d'un État ne se limite plus à la maîtrise du territoire et des institutions. Elle s'étend à la maîtrise du récit, des perceptions et du sens.

Ce modèle s'organise autour de cinq piliers structurants, interconnectés et interdépendants, visant à produire une communication gouvernementale souveraine, crédible et stabilisatrice.

Pilier 1 Institutionnalisation régalienne de la communication gouvernementale

Ce premier pilier repose sur la reconnaissance explicite de la communication gouvernementale comme fonction régalienne.

Elle n'est ni un outil circonstanciel ni un simple instrument politique, mais une composante permanente de la gouvernance étatique. Cette institutionnalisation suppose un ancrage juridique clair, une structuration hiérarchique rattachée au sommet de l'État, une coordination stratégique avec la diplomatie et la sécurité, ainsi qu'une continuité de la parole publique au-delà des alternances. La communication devient ainsi un instrument de souveraineté symbolique garantissant la cohérence de l'action publique et la stabilité du récit national.

Pilier 2

Souveraineté médiatique et production endogène du récit africain

Ce pilier repose sur la capacité des États africains à produire et diffuser leurs propres grilles de lecture. Il affirme l'impératif stratégique de renforcer des médias panafricains crédibles capables de contextualiser les événements, de fonder leurs analyses sur des expertises africaines, de réduire la dépendance informationnelle exogène et de construire un discours africain sur l'Afrique à destination des publics africains et internationaux. La souveraineté narrative continentale devient ainsi un levier de crédibilité internationale et de repositionnement stratégique.

Pilier 3

Maîtrise proactive de l'espace numérique et informationnel

Ce pilier concerne la présence numérique stratégique de l'État. L'espace digital n'est plus un canal secondaire. Il constitue un champ central de compétition des récits. La stratégie numérique repose sur la production régulière de contenus institutionnels fiables, une veille permanente, une capacité d'anticipation des crises narratives, une réactivité maîtrisée face aux rumeurs et aux campagnes de désinformation, ainsi qu'une interaction encadrée avec les publics. L'objectif ne se limite pas à informer mais consiste à structurer durablement les perceptions en occupant l'espace informationnel avant que les récits concurrents ne s'y installent.

Pilier 4

Pluralité légitimée des porteurs du récit institutionnel

Ce pilier rompt avec une communication exclusivement verticale souvent perçue comme peu crédible ou peu inclusive. Il privilégie la mobilisation coordonnée de responsables publics, l'implication d'experts reconnus, l'association d'universitaires et de chercheurs, ainsi que la participation encadrée d'acteurs de la société civile et de leaders d'opinion.

Cette pluralité légitimée renforce la crédibilité du récit institutionnel, réduit la perception de propagande et élargit l'adhésion sociale et internationale.

Pilier 5

Continuité narrative et cohérence temporelle de l'action publique

Ce pilier constitue la clé de voûte du modèle. Dans un environnement informationnel saturé, le silence, l'irrégularité ou les contradictions créent des vulnérabilités majeures. Le modèle recommande une régularité maîtrisée de la parole institutionnelle, une cohérence stricte entre discours et action, une vision narrative inscrite dans le temps long et un alignement constant entre communication nationale et internationale. Cette continuité stabilise les perceptions, limite durablement la désinformation et construit une image d'État crédible et lisible.

DEUXIÈME ACQUIS SCIENTIFIQUE

Synthèse exécutive à l'attention des décideurs publics et partenaires institutionnels

Dans l'environnement informationnel contemporain, la communication gouvernementale est devenue un enjeu stratégique majeur. Elle ne se limite plus à la diffusion d'informations officielles mais conditionne la souveraineté symbolique, la stabilité politique et la crédibilité internationale.

La thèse établit un constat central selon lequel la maîtrise du récit, des perceptions et du sens de l'action publique constitue désormais un attribut essentiel de la souveraineté étatique. Les vulnérabilités informationnelles observées dans plusieurs contextes africains résultent moins d'un déficit d'actions publiques que d'une structuration insuffisante de la communication comme fonction stratégique intégrée à la gouvernance.

Elle recommande en priorité la reconnaissance pleine et entière de la communication gouvernementale comme fonction régaliennne, dotée d'un cadre juridique clair, de moyens humains et techniques adéquats et d'une coordination directe avec les plus hautes instances de l'État. Cette institutionnalisation permet d'assurer la continuité du discours public, d'améliorer la lisibilité de l'action gouvernementale et de consolider durablement la confiance citoyenne.

Le modèle met également l'accent sur la souveraineté médiatique par le renforcement de médias panafricains capables de produire des analyses rigoureuses, contextualisées et fondées sur des expertises africaines. Cette orientation vise à réduire la dépendance informationnelle et à renforcer la crédibilité de l'Afrique dans l'espace médiatique international.

Par ailleurs, la maîtrise proactive de l'espace numérique apparaît comme un impératif stratégique. Les plateformes digitales étant devenues des lieux centraux de formation des perceptions, les États doivent y déployer une présence structurée, régulière et anticipative intégrant la veille informationnelle, la gestion des crises narratives et la lutte contre la désinformation.

La crédibilité du récit gouvernemental repose également sur la pluralité légitimée de ses porteurs. Elle s'accroît lorsque le discours institutionnel est relayé par des experts reconnus, des universitaires, des acteurs de la société civile et des leaders d'opinion, au-delà des seules autorités politiques.

Enfin, la continuité narrative constitue un facteur déterminant de stabilité et de crédibilité. Une parole publique régulière, cohérente et alignée sur les actions gouvernementales stabilise les perceptions, prévient la prolifération des rumeurs et construit une image durable et crédible de l'État.

Ce modèle offre ainsi aux décideurs publics un cadre opérationnel pour renforcer la gouvernance informationnelle, prévenir les crises de légitimité et améliorer le positionnement international des États. Il constitue également un outil pertinent pour les partenaires institutionnels engagés dans l'appui à la gouvernance, à la stabilité politique et au développement institutionnel en Afrique.



INTRODUCTION GÉNÉRALE

Les sociétés contemporaines évoluent dans un environnement informationnel profondément transformé par l'accélération des flux médiatiques, la numérisation de l'espace public et la concurrence permanente des récits. Les événements politiques ne se définissent plus uniquement par leur matérialité institutionnelle ou juridique. Ils existent simultanément dans un espace symbolique où s'élaborent, se diffusent et se stabilisent des interprétations collectives, nationales et internationales. Dans ce contexte, la communication gouvernementale s'impose comme une variable stratégique majeure de la stabilité politique et de la crédibilité des États.

La communication gouvernementale ne saurait dès lors être réduite à une fonction administrative d'information. Elle constitue un dispositif central de gouvernance par lequel l'État produit du sens, encadre les interprétations et régule l'incertitude collective. Lorsqu'elle est structurée, cohérente et crédible, elle renforce la confiance publique, la légitimité institutionnelle et une perception internationale favorable. À l'inverse, une communication fragmentée, tardive ou absente ouvre un espace narratif propice à l'émergence de récits concurrents capables de fragiliser l'ordre politique, parfois indépendamment de la solidité formelle des institutions.

Cette transformation du rapport entre faits, perceptions et stabilité politique apparaît avec une intensité particulière dans les situations de crise, notamment lors des tentatives de rupture de l'ordre constitutionnel. Ces épisodes constituent des moments de tension extrême durant lesquels la bataille du récit devient déterminante. La manière dont l'événement est communiqué, cadré et interprété influence durablement l'adhésion des populations, la réaction des partenaires internationaux et l'évolution des équilibres politiques.

La tentative de coup d'État avortée au Bénin le 7 décembre 2025 illustre de manière significative cette dynamique. Sur le plan institutionnel, l'ordre constitutionnel a été rapidement rétabli, attestant une capacité opérationnelle effective. Toutefois, dans l'espace médiatique et numérique, certaines perceptions internationales ont persisté à suggérer une instabilité prolongée, révélant un décalage possible entre réalité institutionnelle et représentation publique. Cette dissociation met en évidence un enjeu central. Lorsque l'État n'occupe pas suffisamment vite, clairement et durablement l'espace narratif, la perception collective peut se détacher des faits et produire des effets politiques autonomes.

Cet enjeu dépasse le cas béninois. En Afrique comme dans d'autres régions, plusieurs épisodes récents montrent que l'insuffisance de communication institutionnelle a contribué à l'amplification de rumeurs, à la polarisation des opinions et à la fragilisation des équilibres. Ces expériences convergent vers un constat selon lequel la stabilité politique contemporaine dépend autant de la gestion effective des événements que de la maîtrise de leur mise en récit.

La présente recherche se situe à l'intersection de trois dimensions étroitement liées, à savoir la communication gouvernementale, la perception internationale et la stabilité politique. Elle repose sur l'hypothèse centrale selon laquelle l'information produite par l'État, lorsqu'elle est structurée, vérifiable, cohérente, pédagogique et relayée par un écosystème crédible, contribue à stabiliser la perception nationale et internationale des événements, renforçant ainsi la résilience institutionnelle. À l'inverse, l'absence ou la défaillance de cette communication ouvre un espace narratif susceptible d'être investi par des récits déstabilisateurs.

L'objectif principal de cette thèse consiste donc à analyser comment la communication gouvernementale influence la représentation internationale

d'événements politiques majeurs, puis comment cette représentation affecte la stabilité des États. À travers une revue de littérature pluridisciplinaire, un cadre théorique structuré et une étude empirique comparative, ce travail propose également des recommandations opérationnelles et un modèle stratégique africain de communication gouvernementale destiné à renforcer la souveraineté narrative, la crédibilité internationale et la stabilité politique dans un environnement informationnel hautement concurrentiel.



**REVUE DE
LITTÉRATURE**

L'analyse conjointe de la communication gouvernementale, de la perception internationale et de la stabilité politique relève d'un champ intrinsèquement pluridisciplinaire. Elle mobilise la science politique, les sciences de l'information et de la communication, la sociologie de l'information, les études médiatiques et la psychologie sociale. Cette transversalité est justifiée par la complexité de l'objet. Les phénomènes politiques contemporains ne peuvent être compris en se limitant à leurs dimensions institutionnelles, juridiques ou sécuritaires. Ils doivent être analysés à travers les processus de production de sens, de circulation de l'information et de construction des récits publics, lesquels structurent durablement les comportements collectifs, la légitimité politique et la résilience des États.

La communication gouvernementale peut être définie comme l'ensemble des dispositifs, pratiques et discours par lesquels l'État rend compte de son action, en explicite le sens et en assure la cohérence auprès des publics internes et externes. Elle dépasse la transmission administrative de décisions. Elle constitue un processus relationnel et symbolique entre gouvernants et gouvernés, fondé sur la compréhension, la confiance et la crédibilité. Dans cette perspective, la communication devient une composante de la gouvernance, participant à la stabilisation politique autant qu'à la construction de la légitimité.

Les fondements analytiques de cette approche trouvent un ancrage dans les travaux classiques de la communication politique, qui ont montré que tout processus communicationnel doit être évalué non seulement par ses contenus, mais aussi par ses effets sociaux. Cette lecture met en évidence le rôle de la communication gouvernementale dans la réduction de l'incertitude collective, la consolidation de la légitimité et la régulation des tensions, particulièrement en contexte de crise ou de contestation.

Les recherches contemporaines renforcent cette dimension stratégique. Les travaux sur la communication institutionnelle soulignent l'importance de la cohérence narrative, de la continuité de la parole publique et de la crédibilité des émetteurs. La communication gouvernementale est ainsi indissociable des dynamiques de pouvoir, de médiatisation et de légitimation de l'action publique, dans un environnement marqué par l'accélération des flux informationnels et la concurrence permanente des récits.

La formation des perceptions publiques et internationales est étroitement liée au rôle structurant des médias. Les théories de l'agenda-setting montrent que les médias influencent moins ce que les publics doivent penser que ce à quoi ils accordent de l'importance.

En sélectionnant, ordonnant et répétant certains thèmes, ils structurent durablement l'attention collective. La capacité d'un État à inscrire ses priorités et ses cadres d'interprétation dans l'agenda médiatique devient ainsi un enjeu de gouvernance symbolique.

Les théories du cadrage complètent cette analyse. La manière dont un événement est présenté conditionne son interprétation sociale. Un même fait politique peut être perçu comme une crise majeure, une rupture illégitime ou une continuité maîtrisée selon le cadre narratif dominant. La communication gouvernementale joue ici un rôle central dans la stabilisation du sens, en particulier dans les moments de tension institutionnelle où la multiplication des récits concurrents accroît l'incertitude et la polarisation.

Ces mécanismes s'inscrivent dans une perspective plus large, celle de la construction sociale de la réalité politique. Les événements n'acquièrent une portée politique qu'à travers les récits et interprétations qui circulent dans l'espace public. La communication institutionnelle participe donc à la définition de ce qui est perçu comme légitime, normal ou acceptable, tant par les citoyens que par les observateurs internationaux.

L'essor des plateformes numériques a profondément modifié ces dynamiques.

La rapidité de circulation des contenus, amplifiée par des logiques algorithmiques favorisant l'émotion et la viralité, fragilise la parole institutionnelle et favorise la diffusion de récits partiels ou erronés. Les travaux sur la désinformation montrent que ces phénomènes peuvent altérer durablement la perception des événements politiques et affaiblir la crédibilité des institutions, tout en rendant plus difficile l'établissement d'un récit stabilisé.

La psychologie sociale apporte un éclairage décisif sur la réception de l'information. L'effet de répétition, souvent désigné par l'expression *illusory truth effect*, montre qu'une affirmation répétée tend à être perçue comme plus crédible, indépendamment de sa véracité. Cette dynamique souligne l'importance, pour les États, de la cohérence, de la continuité et de la répétition maîtrisée du récit institutionnel, surtout face à des récits alternatifs fortement amplifiés.

Dans le contexte africain, la littérature met en évidence une vulnérabilité particulière, liée notamment à la faiblesse relative de plateformes continentales d'information crédibles et à la dépendance persistante à des récits exogènes. Lorsque l'État ne communique pas de manière structurée, réactive et cohérente, il perd la maîtrise du sens attribué aux événements, y compris lorsque ses institutions restent opérationnelles.

Enfin, la perception internationale constitue une dimension stratégique autonome. La réputation, la crédibilité et la confiance qu'inspire un État conditionnent sa capacité d'action diplomatique, son attractivité économique et son positionnement régional. Une perception déformée peut produire des effets concrets sur la coopération internationale, les flux d'investissement, les relations sécuritaires et l'image globale du pays.

L'ensemble de ces travaux converge vers une conclusion structurante. Une communication gouvernementale claire, rapide, cohérente et crédible constitue un facteur déterminant de stabilité politique et de crédibilisation internationale. À l'inverse, l'absence d'un narratif institutionnel solide expose l'État à des récits concurrents susceptibles d'affaiblir la légitimité, la cohésion interne et la position internationale. Ces constats fondent la pertinence scientifique et stratégique d'une recherche centrée sur l'articulation communication, perception et stabilité dans le contexte africain contemporain.



CADRE THÉORIQUE

Le choix du thème « Communication gouvernementale, perception internationale et stabilité politique » s'enracine dans une observation empirique de l'évolution des pratiques de communication de l'État au Bénin ainsi que dans une interrogation scientifique plus large portant sur la fonction de la parole institutionnelle dans les dynamiques contemporaines de stabilité.

Au début de son premier mandat en 2016, le Président Patrice Talon introduit la notion de « normo-communication », caractérisée par une réduction volontaire de la communication institutionnelle. Cette option, conçue comme une rupture avec une communication jugée excessive ou politisée, a toutefois créé un vide perceptible dans l'espace public. Dans ce contexte, plusieurs mouvements de contestation sociale se sont exprimés, traduisant une distance entre l'action publique et la compréhension collective, et laissant émerger des interprétations susceptibles d'alimenter des lectures de crise.

À partir du second mandat engagé en 2021, une inflexion progressive s'observe. Sans proclamation doctrinale explicite, l'État intensifie la communication gouvernementale à travers des tournées de terrain,

l'explication des réformes et la mobilisation de relais institutionnels et locaux. Cette dynamique s'accroît dans les mois précédant l'épisode du 7 décembre 2025.

C'est dans ce contexte qu'émerge la question centrale de la recherche. La communication gouvernementale renforcée a-t-elle contribué à la rapidité de la stabilisation institutionnelle et au rejet social de la tentative de rupture. L'enjeu n'est pas d'établir une causalité mécanique, mais d'identifier des régularités reliant information institutionnelle, perception collective et stabilité politique.

Deux hypothèses structurent ce travail. La première, notée H_0 , postule qu'une communication absente, tardive ou fragmentée favorise l'émergence de récits concurrents susceptibles de fragiliser la confiance collective et la stabilité politique, indépendamment de la solidité formelle des institutions. La seconde, notée H_1 , avance qu'une communication structurée, vérifiable, cohérente et pédagogique, relayée par un écosystème crédible, contribue à stabiliser la perception nationale et internationale des événements, renforçant ainsi la résilience institutionnelle.

Le cadre théorique adopté considère la communication gouvernementale comme un processus de production de sens. Inspiré par la théorie de la construction sociale de la réalité, il postule que les événements deviennent

politiquement opérants à travers les interprétations qui en sont produites, reprises et stabilisées dans l'espace public. Les approches du cadrage et de l'agenda-setting permettent de comprendre comment l'événement est hiérarchisé, mis en forme puis interprété. Les théories de la communication de crise éclairent quant à elles les enjeux de temporalité, de cohérence et de crédibilité de la réponse institutionnelle. Enfin, l'environnement numérique impose d'intégrer la circulation accélérée des contenus, l'amplification algorithmique et les phénomènes de désinformation dans l'analyse des dynamiques de perception.

La finalité de cette recherche consiste à proposer un modèle stratégique africain de communication gouvernementale capable de réduire les risques de rupture constitutionnelle, de consolider la confiance publique et de renforcer la crédibilité internationale dans un contexte de compétition informationnelle permanente. Cette ambition s'accompagne d'une reconnaissance explicite des limites inhérentes à l'analyse, liées à la multiplicité des facteurs de stabilité, à la fluidité de l'environnement numérique, à l'accès partiel à certaines données internes et à la nécessité d'une prudence comparative.



CADRE MÉTHODOLOGIQUE

La présente recherche s'inscrit dans une posture épistémologique interprétative. Les phénomènes politiques contemporains ne peuvent être compris sans une analyse conjointe des faits institutionnels et des représentations sociales qui leur donnent sens. Les événements n'agissent pas uniquement par leur matérialité objective, mais par les interprétations qui sont construites, relayées et progressivement stabilisées dans l'espace public national et international. Cette approche considère que la réalité politique est indissociable des cadres symboliques et narratifs au sein desquels elle est perçue et interprétée.

La démarche méthodologique retenue repose sur une étude de cas qualitative approfondie, complétée par une approche comparative raisonnée. Ce choix permet de saisir avec précision les mécanismes communicationnels à l'œuvre dans les situations de crise politique, sans rechercher une généralisation statistique qui serait inadaptée à la nature de l'objet étudié. Le cas principal analysé est celui de la tentative de coup d'État avortée au Bénin le 7 décembre 2025. Des cas secondaires sont mobilisés à des fins analytiques, notamment le Gabon, certains pays du Sahel, la Guinée Conakry et les États-Unis, afin d'identifier des contrastes, des convergences et des régularités dans les dynamiques de communication et de perception.

Les hypothèses de recherche, formulées autour des scénarios d'une communication défaillante ou d'une communication structurée et crédible, sont opérationnalisées à travers cinq variables analytiques. Ces variables portent sur la temporalité de la prise de parole institutionnelle, la cohérence interinstitutionnelle du discours public, la clarté et la dimension pédagogique du récit produit, la crédibilité et la diversité des porteurs du discours institutionnel, ainsi que la continuité et la répétition maîtrisée du narratif dans le temps.

La constitution du corpus repose sur une triangulation systématique des sources. Les données institutionnelles comprennent les communiqués officiels, les discours, les conférences de presse et les documents publics émanant des autorités. Les données médiatiques et numériques intègrent la presse nationale et internationale, les plateformes numériques, les réseaux sociaux et les récurrences de cadrage observables dans la circulation des contenus. À ces matériaux s'ajoutent des données qualitatives complémentaires issues d'entretiens exploratoires et de témoignages recueillis auprès de journalistes, d'analystes, de communicants institutionnels et d'observateurs avertis.

L'analyse des données s'appuie sur plusieurs méthodes qualitatives complémentaires.

Une analyse thématique de contenu permet d'identifier les motifs récurrents, les priorités discursives et les éléments de cadrage dominants. Une analyse discursive approfondit l'étude du lexique mobilisé, des procédés de légitimation et des structures narratives. Enfin, une analyse comparative qualitative met en perspective les différents cas étudiés afin de dégager des logiques communes et des spécificités contextuelles.

La rigueur méthodologique de la recherche repose sur plusieurs critères fondamentaux. Il s'agit notamment de la cohérence interne du raisonnement, de la traçabilité des sources, de la triangulation des données, d'une prudence interprétative constante et d'un refus assumé de toute causalité mécanique entre communication et stabilité politique. La contextualisation comparative constitue également un principe central afin d'éviter toute extrapolation abusive.

Certaines limites sont explicitement assumées dans ce travail. La communication gouvernementale ne constitue pas l'unique variable explicative de la stabilité politique. Les données issues de l'espace numérique présentent un caractère évolutif et parfois éphémère. L'accès à certains documents internes demeure partiel. Enfin, la comparaison internationale exige une vigilance méthodologique constante afin de tenir compte des contextes politiques, institutionnels et culturels différenciés.

Sur le plan méthodologique, cette thèse propose une démarche transférable pour l'analyse des crises politiques à l'ère informationnelle. Elle articule de manière intégrée la production du discours institutionnel, sa circulation médiatique et numérique, ainsi que sa réception sociale. Cette approche vise à éclairer de façon rigoureuse les liens entre communication gouvernementale, perception internationale et stabilité politique, tout en offrant un cadre analytique mobilisable dans d'autres contextes nationaux ou régionaux.



PREMIÈRE PARTIE

**THÉORIE ET RÉALITÉS DE LA COMMUNICATION
GOUVERNEMENTALE ET DE SON IMPACT SUR LA
PERCEPTION INTERNATIONALE ET LA STABILITÉ
POLITIQUE EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE**

La communication gouvernementale occupe aujourd'hui une place centrale dans la compréhension des dynamiques politiques contemporaines. Dans un environnement informationnel marqué par l'accélération des flux médiatiques, la généralisation des plateformes numériques et la concurrence permanente des récits, l'action publique ne peut plus être dissociée de sa mise en discours.

Les crises politiques récentes, en Afrique comme ailleurs dans le monde, montrent que la stabilité institutionnelle ne repose plus exclusivement sur la solidité juridique, administrative ou sécuritaire des États. Elle dépend également de leur capacité à produire des récits crédibles, cohérents et stabilisateurs, capables d'encadrer l'interprétation collective des événements et de contenir les narrations concurrentes.

Cette première partie vise à établir les fondements conceptuels, théoriques et analytiques nécessaires à la compréhension du rôle stratégique de la communication gouvernementale. Elle s'organise en deux chapitres complémentaires.

Le premier chapitre approfondit les principaux cadres théoriques mobilisés pour analyser la communication gouvernementale, la construction des perceptions et la légitimité politique. Le second confronte ces cadres aux réalités empiriques observées en Afrique et dans plusieurs contextes internationaux, afin d'identifier les écarts, les tensions et les vulnérabilités structurelles.

CHAPITRE I

**APPROFONDISSEMENT THÉORIQUE DE LA
COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE
ET DE SON IMPACT SUR LA PERCEPTION
INTERNATIONALE ET LA STABILITÉ POLITIQUE**

L'analyse scientifique de la communication gouvernementale requiert un ancrage théorique solide, capable de rendre compte des mécanismes de production du discours public, de formation des perceptions collectives et de stabilisation ou de fragilisation de l'ordre politique. Les recherches en science politique, en sociologie et en sciences de l'information montrent que la communication gouvernementale ne relève ni de l'improvisation ni de la simple transmission d'informations, mais d'un processus structuré inscrit dans des logiques institutionnelles, symboliques et stratégiques.

A. Fondements conceptuels et fonctions politiques de la communication gouvernementale

La communication gouvernementale peut être définie comme l'ensemble des dispositifs, discours et pratiques par lesquels l'État construit, diffuse et régule des messages destinés à orienter la compréhension collective de l'action publique. Elle constitue une fonction de médiation entre l'État et la société, participant à la formation de la légitimité politique et à la régulation des tensions sociales.

Les travaux sur l'espace public, notamment ceux de Jürgen Habermas, montrent que la légitimité politique

repose en partie sur la capacité des institutions à maintenir un dialogue structuré avec les citoyens. La communication gouvernementale contribue ainsi à la reconnaissance de l'autorité institutionnelle et à la construction d'un consensus social minimal, indispensable à la stabilité politique.

Dans une approche plus fonctionnelle, inspirée notamment du modèle de Harold Lasswell, la communication gouvernementale peut être analysée comme un processus orienté vers des effets sociaux précis : persuasion, mobilisation, réduction de l'incertitude collective ou apaisement des tensions. Cette lecture met en évidence sa dimension stratégique, particulièrement en contexte de crise politique ou de contestation sociale.

La communication gouvernementale apparaît dès lors comme une composante à part entière de la gouvernance, et non comme un simple outil d'accompagnement de l'action publique.

B. Construction du sens, cadrage médiatique et légitimité institutionnelle

Les théories de l'agenda-setting, développées par McCombs et Shaw, ont montré que les médias influencent moins ce que les individus pensent que les sujets auxquels ils accordent de l'importance.

En hiérarchisant l'information, les médias structurent l'attention collective et orientent durablement le débat public, tant au niveau national qu'international.

Les théories du cadrage, notamment celles d'Erving Goffman et de Robert Entman, complètent cette analyse en montrant que la manière dont un événement est présenté conditionne profondément son interprétation sociale. Un même fait politique peut être perçu comme une crise majeure, une rupture illégitime ou une continuité maîtrisée selon le cadre narratif dominant.

La communication gouvernementale joue ici un rôle central dans la stabilisation du sens. Elle vise à limiter la dispersion interprétative, particulièrement en période de tension institutionnelle, où la multiplication des récits concurrents accroît l'incertitude et la polarisation.

Ces approches rejoignent la théorie de la construction sociale de la réalité développée par Berger et Luckmann. Selon cette perspective, les faits politiques n'acquièrent une signification qu'à travers les récits et interprétations qui les accompagnent. La communication institutionnelle participe ainsi activement à la définition de ce qui est perçu comme légitime, normal ou acceptable, tant par les citoyens que par les observateurs internationaux.

C. Communication de crise, environnement numérique et stabilisation du récit institutionnel

Les théories de la communication de crise apportent un éclairage essentiel sur le rôle de la parole gouvernementale en situation de tension. Les travaux de W. Timothy Coombs montrent que l'efficacité d'une réponse institutionnelle dépend moins de la gravité objective de l'événement que de l'adéquation entre le type de crise et la stratégie communicationnelle adoptée.

L'essor du numérique a profondément transformé l'espace public. Les analyses de Manuel Castells montrent que le pouvoir communicationnel s'exerce désormais dans des réseaux horizontaux capables de concurrencer le monopole discursif des États. Les réseaux sociaux favorisent la circulation rapide de récits émotionnels, partiels ou erronés, amplifiés par des logiques algorithmiques.

Dans ce contexte, la désinformation et la guerre informationnelle constituent des enjeux majeurs de souveraineté symbolique. La communication gouvernementale acquiert une fonction de protection du récit institutionnel face aux distorsions narratives

susceptibles d'altérer la perception nationale et internationale de l'État.

Les travaux en psychologie cognitive, notamment sur l'effet de répétition (illusory truth effect), montrent qu'un message répété de manière cohérente tend à s'imposer comme référence interprétative dominante. À l'inverse, l'incohérence et la contradiction produisent confusion et défiance. La stabilisation du récit institutionnel repose donc sur la constance, la clarté et la continuité.

Conclusion du chapitre I

L'ensemble de ces apports théoriques converge vers une conclusion centrale selon laquelle la communication gouvernementale constitue un pilier stratégique de la gouvernance contemporaine. Elle agit simultanément comme instrument de légitimation, de gestion des crises, de régulation des perceptions et de projection internationale de l'image de l'État. Ces cadres théoriques fournissent un socle analytique robuste pour comprendre les écarts entre réalité institutionnelle et perception collective, et justifient la nécessité d'une approche stratégique intégrée.

CHAPITRE II

**RÉALITÉS DE LA COMMUNICATION
GOUVERNEMENTALE À L'ÉPREUVE DES
THÉORIES CONTEMPORAINES**

Après avoir posé les fondements théoriques de la communication gouvernementale, ce chapitre confronte ces cadres conceptuels aux pratiques effectives observées en Afrique et dans plusieurs contextes internationaux. Il s'agit d'analyser les écarts entre théorie et réalité, et d'identifier les vulnérabilités structurelles de la communication publique contemporaine.

A. Fragmentation institutionnelle et vulnérabilité communicationnelle des États africains

Les réalités de la communication gouvernementale en Afrique s'inscrivent dans des contextes institutionnels marqués par des trajectoires historiques complexes, des transitions politiques fréquentes et une pression informationnelle croissante. Les travaux de Francis Fukuyama sur la capacité étatique montrent que la solidité institutionnelle conditionne la capacité à produire des récits crédibles et stabilisateurs.

Dans de nombreux États africains, la communication gouvernementale souffre d'un déficit de coordination interinstitutionnelle. Les messages apparaissent fragmentés, portés par des acteurs multiples sans hiérarchisation claire, ce qui affaiblit leur crédibilité et ouvre la voie à des interprétations concurrentes.

Les approches de Boltanski et Thévenot sur les régimes de justification montrent que les discours institutionnels ne produisent de légitimité que lorsqu'ils s'inscrivent dans des référentiels normatifs reconnus par les populations. Lorsque la communication officielle est perçue comme déconnectée du vécu social, elle renforce la défiance et fragilise la stabilité politique.

B. Communication de crise, cadrage médiatique et perception internationale

Les situations de crise politique révèlent avec acuité le décalage possible entre réalité institutionnelle et perception internationale. Les analyses de Coombs montrent qu'une communication tardive ou inadéquate peut amplifier la perception négative d'un événement, indépendamment de sa résolution institutionnelle.

Les cas africains récents illustrent cette dynamique. Lorsque l'État ne parvient pas à occuper rapidement l'espace narratif, les médias internationaux et les plateformes numériques imposent un cadrage souvent alarmiste, qui s'installe durablement dans l'opinion internationale.

Les comparaisons internationales confirment l'universalité de ces mécanismes. Les événements du Capitole aux États-Unis illustrent la capacité des récits concurrents à persister malgré la solidité institutionnelle. À l'inverse, certaines réponses gouvernementales rapides et incarnées ont permis de contenir la diffusion de narrations déstabilisatrices.

C. Désinformation, compétition géopolitique et enjeux de souveraineté narrative

Les réalités contemporaines de la communication gouvernementale doivent également être analysées à la lumière des phénomènes de désinformation et de guerre informationnelle. Les récits politiques sont parfois intentionnellement construits pour affaiblir la crédibilité des États et influencer l'opinion internationale.

Dans le contexte africain, cette vulnérabilité est accentuée par la dépendance à des sources médiatiques exogènes et par la faible visibilité internationale des récits endogènes. Les travaux de Zeynep Tufekci montrent que les logiques algorithmiques favorisent l'amplification de contenus émotionnels, souvent au détriment de la contextualisation et de la vérification.

Cette situation renforce la nécessité pour les États de développer une stratégie consciente de souveraineté narrative, intégrant la communication gouvernementale comme un instrument central de stabilité politique et de crédibilisation internationale.

Conclusion du Chapitre II

Ce chapitre établit un lien structurant entre les cadres théoriques et les réalités empiriques. Il met en évidence que l'absence de communication structurée, réactive et cohérente constitue une vulnérabilité majeure pour les États, indépendamment de la solidité formelle de leurs institutions. Il prépare ainsi le terrain pour l'analyse empirique approfondie développée dans la Deuxième Partie de la thèse.

Conclusion de la Première Partie

Cette première partie a permis d'établir les fondements conceptuels et analytiques nécessaires à la compréhension de la communication gouvernementale comme variable stratégique de la stabilité politique et de la perception internationale. Elle montre que la communication n'est plus un simple instrument d'accompagnement de l'action publique, mais une fonction centrale de gouvernance, de légitimation et de souveraineté symbolique.

Ces acquis théoriques et empiriques constituent le socle à partir duquel s'est déployée l'étude empirique comparative de la Deuxième Partie, puis les recommandations stratégiques de la Troisième Partie.



DEUXIÈME PARTIE

**ÉTUDE EMPIRIQUE DE LA COMMUNICATION
GOUVERNEMENTALE SUR LA PERCEPTION
INTERNATIONALE ET LA STABILITÉ POLITIQUE EN
AFRIQUE ET DANS LE MONDE**

Après avoir établi les fondements théoriques de la communication gouvernementale et clarifié les mécanismes conceptuels par lesquels elle agit sur la perception collective et la stabilité politique, cette deuxième partie examine empiriquement ces dynamiques à travers une analyse comparative de plusieurs tentatives de rupture de l'ordre constitutionnel.

L'objectif central de cette analyse n'est pas d'évaluer la légitimité juridique ou politique des événements étudiés. Il consiste à analyser le rôle joué par la communication gouvernementale selon deux dimensions distinctes mais étroitement liées. La première concerne l'issue institutionnelle immédiate de la tentative de rupture, qu'il s'agisse d'un échec ou d'une réussite. La seconde porte sur la perception nationale et internationale de l'événement, indépendamment de son issue formelle.

Cette distinction est essentielle. L'étude montre en effet qu'un échec institutionnel peut coexister avec une fragilisation durable de la perception internationale.

Inversement, une rupture institutionnelle peut bénéficier d'une acceptabilité symbolique élevée lorsque le récit dominant l'encadre de manière favorable.

L'analyse repose sur un cadre comparatif structuré autour de cinq variables constantes, appliquées à l'ensemble des cas étudiés. Ces variables concernent la temporalité de la prise de parole institutionnelle, la cohérence interinstitutionnelle du discours, la clarté et la dimension pédagogique du récit, la crédibilité et la pluralité des porteurs du narratif, ainsi que la continuité et la répétition maîtrisée du discours institutionnel.

L'ensemble de ces variables permet d'identifier des régularités explicatives dans des contextes politiques, culturels et institutionnels différenciés, tout en évitant toute lecture mécaniste ou monocausale des dynamiques observées.

CHAPITRE I

**COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE ET
ISSUE D'UNE TENTATIVE DE RUPTURE DE
L'ORDRE CONSTITUTIONNEL**

Les tentatives de rupture de l'ordre constitutionnel constituent des moments de tension extrême au cours desquels l'État est simultanément confronté à une menace institutionnelle et à une bataille symbolique. Ces épisodes relèvent pleinement de la communication de crise, dans la mesure où la perception de la situation dépend moins de la gravité objective des faits que de la capacité de l'autorité publique à produire une réponse rapide, cohérente et crédible.

Les travaux sur la Situational Crisis Communication Theory montrent que l'adéquation entre le type de crise et la stratégie discursive adoptée conditionne largement l'issue symbolique et politique de l'événement. Cette approche est complétée par les théories de l'agenda-setting et du cadrage, qui expliquent pourquoi la hiérarchisation médiatique et la mise en récit influencent directement l'opinion publique et la perception internationale, parfois davantage que les faits eux-mêmes.

A. Communication gouvernementale au Gabon et fin du régime d'Ali Bongo

Au Gabon, la rupture de l'ordre constitutionnel intervenue en 2023 s'inscrit dans un contexte de contestation électorale prolongée, d'affaiblissement de la crédibilité institutionnelle et de fragilisation du discours officiel. Dans ce cadre, la communication gouvernementale antérieure à la rupture apparaît comme un facteur explicatif central.

Sur le plan de la temporalité, la parole institutionnelle s'est révélée tardive et défensive, laissant se structurer progressivement un récit alternatif dominant. La cohérence interinstitutionnelle était faible, les messages officiels apparaissant fragmentés et insuffisamment coordonnés entre les différents centres de pouvoir. Cette fragmentation a nourri l'impression d'un État en perte de maîtrise symbolique.

Sur le plan narratif, le discours gouvernemental peinait à articuler une pédagogie crédible autour du processus électoral et des réformes institutionnelles. La faible intelligibilité du récit officiel a facilité l'adhésion sociale à une lecture de la rupture comme réponse à une crise de légitimité.

La crédibilité des porteurs de discours était également affectée par la perception d'une concentration excessive de la parole institutionnelle, sans relais suffisamment diversifiés et reconnus. Enfin, l'absence de continuité narrative dans les mois précédant la rupture a empêché la stabilisation d'un récit institutionnel robuste.

Dans ce contexte, la rupture constitutionnelle a bénéficié d'une acceptabilité sociale et internationale relativement élevée. L'analyse montre ainsi que l'affaiblissement communicationnel en amont a préparé symboliquement le terrain de la rupture, indépendamment des considérations strictement sécuritaires.

B. Communication gouvernementale et ruptures de l'ordre constitutionnel dans les pays du Sahel et en Guinée Conakry

Dans plusieurs pays du Sahel, les ruptures constitutionnelles se sont produites dans un environnement marqué par une insécurité persistante, une défiance profonde envers les institutions civiles et une forte polarisation informationnelle. Dans ces contextes, la communication gouvernementale des régimes en place s'est souvent caractérisée par une faible capacité d'anticipation narrative.

La temporalité des prises de parole institutionnelles était fréquemment tardive, laissant un espace discursif rapidement investi par les forces de rupture. La cohérence interinstitutionnelle était limitée, les messages des autorités civiles, militaires et administratives apparaissant parfois contradictoires ou désynchronisés.

Sur le plan narratif, la communication officielle se concentrait sur la légalité formelle du pouvoir, sans articulation suffisante avec les perceptions sociales dominantes. À l'inverse, les forces de rupture ont mobilisé des récits émotionnellement puissants, fondés sur la souveraineté, la dignité nationale et la promesse de restauration de la sécurité.

La crédibilité des porteurs de discours a joué un rôle décisif. Les nouveaux acteurs du pouvoir ont bénéficié d'une forte visibilité symbolique, tandis que les autorités déchues souffraient d'un déficit de confiance accumulé. La répétition contrôlée du récit de rupture, amplifiée par les réseaux sociaux et les logiques algorithmiques, a contribué à sa consolidation rapide.

Le cas de la Guinée Conakry présente une dynamique intermédiaire. Si la rupture s'est produite dans un contexte de polarisation politique, la capacité des

nouvelles autorités à produire rapidement un discours structuré sur la transition, la refondation institutionnelle et le retour à l'ordre constitutionnel a contribué à stabiliser la situation. La communication de transition a joué un rôle central dans l'acceptabilité progressive du nouvel ordre politique.

C. Communication gouvernementale et échec d'une rupture de l'ordre constitutionnel aux États-Unis

Le cas des États-Unis offre un terrain d'analyse particulièrement instructif. À l'issue de l'élection présidentielle de 2020, la tentative de remise en cause de l'ordre constitutionnel a échoué sur le plan institutionnel, grâce à la solidité des institutions et à la pluralité convergente des prises de parole judiciaires, électorales et administratives.

Sur le plan communicationnel, la rapidité et la cohérence des messages institutionnels ont permis de préserver l'ordre constitutionnel. Toutefois, l'analyse révèle les limites de cette efficacité à moyen et long terme. La répétition intensive du récit de fraude électorale, portée par des acteurs disposant d'une forte crédibilité auprès de leur base sociale, a contribué à installer durablement une perception alternative.

Les travaux sur l'illusory truth effect expliquent pourquoi ce récit, bien que juridiquement infirmé, a conservé une force politique réelle. Ce cas montre que l'échec institutionnel d'une rupture ne garantit pas l'échec symbolique du récit de rupture, et que la communication gouvernementale doit s'inscrire dans une continuité temporelle étendue pour neutraliser durablement les narrations concurrentes.

D. Communication gouvernementale et échec d'une rupture de l'ordre constitutionnel au Bénin

Le cas béninois constitue le cœur empirique de cette recherche. La tentative de coup d'État avortée du 7 décembre 2025 se caractérise par une maîtrise institutionnelle rapide, combinée à une réponse communicationnelle structurée et incarnée.

En amont, l'évolution progressive de la stratégie de communication gouvernementale a contribué à réduire la distance entre action publique et compréhension collective. La pédagogie des réformes, la mobilisation de relais institutionnels et la présence régulière sur le terrain ont permis de stabiliser un récit de continuité et de gouvernance maîtrisée.

Au moment de la crise, la temporalité de la prise de parole a été déterminante. Les interventions

successives du ministre de l'Intérieur, du Chef de l'État et des responsables sécuritaires ont permis de réduire l'incertitude et d'empêcher l'installation d'un cadrage alarmiste durable. La cohérence interinstitutionnelle du discours a renforcé la crédibilité de la réponse.

La pluralité des porteurs du récit — autorités politiques, responsables sécuritaires, diplomatie — a contribué à élargir l'adhésion sociale et à contenir la propagation de rumeurs. Enfin, la continuité narrative, matérialisée par la tenue rapide d'un Conseil extraordinaire des ministres, a consolidé l'image de stabilité institutionnelle.

Ce cas confirme l'hypothèse selon laquelle une communication gouvernementale structurée et anticipée constitue un facteur de résilience institutionnelle face aux tentatives de rupture.

Conclusion du chapitre I

L'analyse comparative met en évidence une régularité claire selon laquelle la communication gouvernementale influence significativement l'issue des tentatives de rupture de l'ordre constitutionnel, non par causalité mécanique, mais par sa capacité à structurer les perceptions, réduire l'incertitude et contenir les récits concurrents.

CHAPITRE II

**COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE
ET PERCEPTION INTERNATIONALE D'UNE
TENTATIVE DE RUPTURE DE L'ORDRE
CONSTITUTIONNEL**

Au-delà de l'issue institutionnelle immédiate d'une tentative de rupture de l'ordre constitutionnel, la perception nationale et internationale de l'événement constitue un enjeu stratégique déterminant pour les États. Cette perception façonne durablement l'image du pays, influence ses relations diplomatiques, conditionne la confiance des partenaires économiques et affecte, à moyen et long terme, la stabilité politique interne.

Dans l'environnement informationnel contemporain, marqué par l'instantanéité des flux, la fragmentation des audiences et la concurrence permanente des récits, la perception internationale d'un événement politique ne résulte plus d'une lecture factuelle différée. Elle se construit dans les premières heures, parfois les premières minutes, à travers des cadrages médiatiques, des narrations numériques et des interprétations relayées par des acteurs institutionnels, médiatiques et non institutionnels.

Ce chapitre vise à analyser comment la communication gouvernementale influence la perception internationale des tentatives de rupture de l'ordre constitutionnel, indépendamment de leur succès ou de leur échec institutionnel. Il montre que la stabilité politique contemporaine dépend autant de la capacité des États à stabiliser le récit de l'événement que de leur aptitude à restaurer l'ordre constitutionnel dans les faits.

A. Perception internationale et autonomisation du récit politique

La perception internationale d'un événement politique tend aujourd'hui à s'autonomiser rapidement de la réalité institutionnelle locale. Cette autonomisation s'explique par plusieurs facteurs structurels que sont la médiatisation instantanée, la circulation transnationale des récits, la dépendance des observateurs internationaux à des sources secondaires, et la prévalence de logiques narratives sur l'analyse factuelle approfondie.

Les théories de l'agenda-setting montrent que les médias internationaux structurent l'attention collective en sélectionnant certains événements et en leur attribuant un niveau d'importance spécifique. Une tentative de rupture de l'ordre constitutionnel, même avortée, est ainsi rapidement classée comme événement à haute valeur médiatique, ce qui favorise sa diffusion massive et souvent répétitive dans l'espace informationnel global.

Les théories du cadrage complètent cette analyse en montrant que la manière dont l'événement est présenté détermine largement sa signification. Un même fait peut être interprété comme une crise grave révélant une instabilité profonde, ou comme un incident maîtrisé attestant de la résilience institutionnelle, selon le cadre narratif dominant.

La perception internationale se construit donc moins à partir de la matérialité de l'événement que du récit qui s'impose comme référence interprétative.

Dans ce contexte, la communication gouvernementale apparaît comme un levier central de régulation du sens. Lorsqu'elle est absente, tardive ou peu audible à l'échelle internationale, elle laisse se développer des récits autonomes, parfois déconnectés de la réalité institutionnelle, mais dotés d'une forte capacité de diffusion et de persistance.

B. Cas du Gabon : construction internationale d'un récit d'inéluctabilité de la rupture

Le cas gabonais illustre de manière exemplaire la manière dont une perception internationale peut se structurer autour d'un récit de rupture présenté comme inévitable. La fin du régime d'Ali Bongo s'est inscrite dans un contexte de contestation électorale, de fragilisation progressive de la crédibilité institutionnelle et d'un affaiblissement du discours officiel antérieur.

Sur le plan communicationnel, les autorités en place n'ont pas réussi à produire un récit suffisamment crédible et inclusif pour contenir les interprétations concurrentes.

Les messages institutionnels, perçus comme défensifs ou déconnectés des perceptions sociales dominantes, ont peiné à s'imposer dans l'espace médiatique international.

Les premières narrations diffusées par les médias internationaux ont rapidement installé un cadrage présentant la rupture comme l'aboutissement logique d'un système politique fermé et délégitimé. Conformément aux théories du cadrage, ce premier récit a servi de matrice interprétative durable, structurant les analyses ultérieures et limitant fortement la capacité des autorités sortantes à requalifier l'événement.

La perception internationale ainsi construite a eu des effets politiques concrets. Elle a renforcé l'acceptabilité externe du changement de régime, réduit les marges de manœuvre diplomatiques du pouvoir renversé et contribué à stabiliser rapidement le nouveau récit institutionnel. Ce cas montre que l'affaiblissement de la communication gouvernementale en amont prépare, sur le plan symbolique, le terrain de la rupture.

C. Cas des pays du Sahel et de la Guinée Conakry : perceptions ambivalentes et compétition des récits

Dans les pays du Sahel, la perception internationale des ruptures constitutionnelles s'inscrit dans une logique plus ambivalente. Elle oscille entre condamnation normative et compréhension pragmatique, sous l'effet de récits concurrents articulés autour de la sécurité, de la souveraineté et de la lutte contre le terrorisme.

Les analyses médiatiques montrent que la communication gouvernementale des régimes renversés a souvent échoué à produire un récit crédible face à des narrations alternatives fortement émotionnelles. Les forces de rupture ont, quant à elles, investi massivement l'espace discursif en mobilisant des symboles de restauration de l'autorité, de dignité nationale et de rupture avec des influences extérieures perçues comme dominantes.

Les travaux sur la désinformation et la guerre informationnelle montrent que ces récits ont bénéficié d'une forte amplification numérique, favorisée par les logiques algorithmiques des plateformes sociales. Cette dynamique a contribué à polariser la perception internationale, rendant instable et fluctuante l'image des États concernés.

Dans le cas de la Guinée Conakry, la perception internationale a été marquée par une prudence institutionnelle accrue. Cette posture s'explique par la combinaison d'une communication gouvernementale antérieure perçue comme peu inclusive et par la capacité des nouvelles autorités à produire rapidement un discours structuré sur la transition, la refondation institutionnelle et la restauration de la légitimité.

La gestion du récit de transition a joué un rôle central dans l'acceptabilité progressive du nouvel ordre politique. La réduction de l'incertitude narrative et la projection d'un horizon institutionnel clair ont contribué à stabiliser la perception extérieure, malgré la rupture formelle de l'ordre constitutionnel.

D. Cas des États-Unis : échec institutionnel de la rupture et persistance du récit de crise

Le cas des États-Unis constitue un terrain d'analyse particulièrement instructif. À court terme, la communication institutionnelle coordonnée des autorités électorales, judiciaires et politiques a permis de préserver une image internationale de résilience démocratique après la tentative de remise en cause de l'ordre constitutionnel.

Toutefois, l'analyse à moyen et long terme révèle les limites de ce dispositif face à une stratégie de saturation narrative. La répétition persistante du récit de fraude électorale, malgré les démentis institutionnels, illustre les mécanismes de l'illusory truth effect, bien documentés en psychologie cognitive.

La persistance de ce récit a produit des effets politiques tangibles, contribuant à la polarisation durable de la société et à la reconfiguration du paysage politique. Ce cas démontre que l'échec institutionnel d'une rupture ne garantit pas l'échec symbolique du récit de rupture, et que la bataille du sens se joue dans la durée.

Il souligne également que la communication gouvernementale doit être pensée comme un processus continu, et non comme une réponse ponctuelle à une crise donnée.

E. Cas du Bénin : dissociation entre réalité institutionnelle et perception internationale

Le cas béninois constitue le cœur empirique de cette recherche. La tentative de coup d'État avortée du 7 décembre 2025 se caractérise par une dissociation nette entre une réalité institutionnelle rapidement maîtrisée et certaines perceptions internationales construites dans l'espace médiatique et numérique.

Sur le plan institutionnel, l'ordre constitutionnel a été rétabli avec célérité, attestant d'une capacité opérationnelle effective de l'État. Toutefois, dans l'espace informationnel international, certains récits ont initialement suggéré une instabilité prolongée, révélant un décalage entre les faits et leur représentation.

L'analyse des flux numériques montre que, en l'absence d'une amplification internationale immédiate du récit institutionnel, des sources secondaires ont temporairement dominé l'espace narratif. Cette situation confirme les travaux sur la dépendance informationnelle des observateurs internationaux à des canaux non institutionnels lorsque les messages officiels ne sont pas suffisamment visibles ou relayés.

Sur le plan interne, ces distorsions ont alimenté des débats et des interrogations, illustrant la capacité des perceptions erronées à produire des effets politiques autonomes, même lorsque l'ordre constitutionnel est préservé. La comparaison avec les cas américain et sahélien montre que la continuité narrative et la répétition contrôlée du message institutionnel sont déterminantes pour stabiliser durablement la perception.

F. Enseignements transversaux sur la perception internationale

L'analyse comparative des cas étudiés permet de dégager plusieurs enseignements structurants.

Premièrement, la perception internationale constitue une variable stratégique autonome, capable d'affecter durablement la stabilité politique et la crédibilité des États, indépendamment de l'issue institutionnelle immédiate des crises.

Deuxièmement, l'absence ou l'insuffisance de communication gouvernementale crée un vide narratif rapidement occupé par des récits concurrents, souvent défavorables et difficiles à corriger a posteriori.

Troisièmement, la bataille du récit ne se joue pas uniquement dans l'instant de la crise, mais dans la durée, à travers la continuité, la cohérence et la crédibilité de la parole institutionnelle.

Enfin, la maîtrise du récit apparaît comme un attribut essentiel de la souveraineté contemporaine, au même titre que la maîtrise du territoire ou des institutions formelles.

Conclusion du chapitre II

Ce chapitre démontre que la perception internationale d'une tentative de rupture de l'ordre constitutionnel constitue un enjeu stratégique majeur de gouvernance. Il confirme que la stabilité politique contemporaine dépend autant de la capacité des États à stabiliser le sens des événements que de leur aptitude à restaurer l'ordre institutionnel dans les faits.

La communication gouvernementale apparaît ainsi comme un instrument central de prévention des crises de légitimité, de crédibilisation internationale et de résilience politique. Ces enseignements justifient pleinement les recommandations stratégiques développées dans la Troisième Partie, consacrée à la refondation des architectures de communication gouvernementale et au renforcement de la souveraineté narrative des États africains.

Conclusion de la deuxième partie

Cette deuxième partie confirme que la stabilité politique contemporaine repose autant sur la gestion symbolique et narrative des crises que sur les dispositifs institutionnels formels. Elle établit que la communication gouvernementale agit comme un amplificateur ou un amortisseur des dynamiques de rupture, selon sa structuration, sa temporalité et sa crédibilité.



TROISIÈME PARTIE

**PERSPECTIVES STRATÉGIQUES ET
RECOMMANDATIONS POUR UNE COMMUNICATION
GOUVERNEMENTALE STABILISATRICE**

Les analyses théoriques et empiriques développées dans les deux premières parties conduisent à un constat central selon laquelle la communication gouvernementale constitue désormais un levier stratégique majeur de la stabilité politique, de la crédibilité internationale et de la souveraineté étatique. Dans un environnement informationnel caractérisé par la vitesse, la fragmentation et la concurrence permanente des récits, l'action publique ne peut plus se limiter à des réponses institutionnelles ou sécuritaires. Elle doit intégrer une gouvernance consciente, structurée et anticipative du sens.

Cette troisième partie a pour objectif de traduire les résultats scientifiques de la recherche en orientations stratégiques et recommandations opérationnelles, adaptées aux réalités institutionnelles africaines et transférables à d'autres contextes. Elle s'adresse explicitement aux décideurs publics, aux responsables gouvernementaux, aux institutions régaliennes et aux partenaires engagés dans l'appui à la gouvernance et à la stabilité politique.

Deux axes structurants sont développés. Le premier concerne la modernisation profonde de l'architecture institutionnelle de la communication gouvernementale, afin de la hisser au rang de fonction régaliennne pleinement intégrée à la gouvernance de l'État. Le second porte sur le renforcement de la souveraineté narrative et de la crédibilité internationale, dans un environnement mondial marqué par la compétition informationnelle et l'influence croissante des perceptions.

CHAPITRE I

**MODERNISATION DE L'ARCHITECTURE
INSTITUTIONNELLE DE LA
COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE**

Les crises politiques contemporaines ont mis en évidence une transformation radicale des conditions d'exercice de la communication gouvernementale. L'efficacité de la parole publique dépend désormais moins de son autorité formelle que de sa structuration institutionnelle, de sa crédibilité et de sa capacité à anticiper les dynamiques narratives.

Une communication fragmentée, tardive ou incohérente fragilise la confiance collective, affaiblit la légitimité étatique et expose l'État à des distorsions perceptives durables. À l'inverse, une architecture institutionnelle claire et professionnalisée constitue un facteur déterminant de résilience politique.

A. Reconnaître la communication gouvernementale comme fonction régaliennne de l'État

La communication gouvernementale ne peut plus être considérée comme une activité périphérique ou subalterne de l'action publique. Elle doit être reconnue et assumée comme une fonction régaliennne à part entière, au même titre que la défense, la diplomatie, la sécurité intérieure ou la justice.

Dans l'environnement informationnel contemporain, la souveraineté étatique s'exerce aussi dans l'espace symbolique. La capacité d'un État à produire, structurer et stabiliser son récit institutionnel conditionne directement sa crédibilité, sa stabilité et sa capacité de projection internationale.

Cette reconnaissance implique l'inscription explicite de la communication gouvernementale dans l'architecture de gouvernance ; un rattachement institutionnel direct au sommet de l'État ; une autorité claire sur l'arbitrage du récit national et international et enfin une continuité de la parole publique au-delà des alternances politiques.

Faire de la communication une fonction régaliennne revient à reconnaître que le sens est devenu un champ stratégique de pouvoir.

B. Professionnalisation et montée en compétence des acteurs de la communication publique

La communication gouvernementale contemporaine requiert des compétences spécialisées dépassant largement les logiques administratives classiques. Elle mobilise désormais des savoir-faire en stratégie narrative, communication de crise, analyse médiatique

, gestion de l'espace numérique, veille informationnelle et relations internationales.

Les analyses empiriques montrent que des messages juridiquement exacts mais mal formulés, diffusés sans anticipation médiatique, produisent peu d'impact et peuvent même aggraver la confusion. À l'inverse, des équipes formées aux dynamiques médiatiques et numériques parviennent à transformer une situation sensible en message stabilisateur.

Il est donc recommandé d'investir dans la formation initiale et continue des communicants publics ; de constituer des équipes pluridisciplinaires associant communicants, juristes, analystes, sociologues et spécialistes du numérique et d'intégrer des modules spécifiques sur la gestion des crises narratives et enfin la lutte contre la désinformation.

Cette professionnalisation renforce la crédibilité de la parole publique et la capacité de l'État à agir dans des contextes de forte incertitude.

C. Mise en place de cellules permanentes de communication de crise

L'un des enseignements majeurs de la recherche concerne la centralité du facteur temporel. Dans un environnement informationnel instantané, les premières heures suivant un événement critique sont décisives pour la formation des récits dominants.

Il apparaît indispensable de mettre en place des cellules permanentes de communication de crise, dotées de procédures prédéfinies ; de circuits de validation courts ; de porte-parole identifiés et formés et d'une capacité de veille et d'anticipation des controverses.

Ces cellules doivent fonctionner en articulation étroite avec les institutions sécuritaires, diplomatiques et gouvernementales, afin d'assurer une réponse rapide, cohérente et crédible.

D. Clarté narrative et pédagogie institutionnelle

La clarté narrative constitue un pilier fondamental de la communication gouvernementale stabilisatrice. Les discours excessivement techniques, juridiques ou fragmentés peinent à produire de l'adhésion, en particulier en période de tension politique.

Une pédagogie institutionnelle efficace repose sur la simplification sans déformation des messages ; l'explication du sens des décisions publiques ; l'adaptation du langage aux différents publics nationaux et internationaux et enfin la cohérence entre discours et action.

La capacité à rendre intelligible l'action publique réduit l'incertitude, limite la prolifération des rumeurs et renforce la confiance collective.

E. Coordination interinstitutionnelle et cohérence stratégique du discours public

La crédibilité de la communication gouvernementale dépend fortement de la cohérence interinstitutionnelle. La multiplication de prises de parole non coordonnées affaiblit le message officiel et alimente la confusion interprétative.

Il est donc essentiel de formaliser des mécanismes de coordination communicationnelle ; d'hierarchiser les responsabilités discursives et enfin de définir des messages clés partagés entre institutions.

Une parole publique cohérente et synchronisée renforce la lisibilité de l'action gouvernementale et la stabilité des perceptions.

CHAPITRE II

**RENFORCEMENT DE LA SOUVERAINETÉ
NARRATIVE ET DE LA CRÉDIBILITÉ
INTERNATIONALE**

Au-delà de l'architecture interne de communication, l'État contemporain doit inscrire son action dans une stratégie de projection internationale maîtrisée. Dans un monde marqué par la concurrence des récits, la perception extérieure d'un État influe directement sur ses relations diplomatiques, son attractivité économique et sa stabilité politique.

A. Construire une souveraineté narrative nationale et continentale

La souveraineté narrative désigne la capacité d'un État et plus largement d'un continent à produire ses propres grilles de lecture, à interpréter ses événements selon ses référentiels et enfin à diffuser ses récits sans dépendance excessive à des sources exogènes.

Pour les États africains, cette souveraineté passe par la création et le renforcement de médias nationaux et panafricains crédibles ; le développement de capacités endogènes d'analyse et de décryptage et enfin la valorisation des expertises africaines dans l'espace médiatique international.

Il ne s'agit pas de produire un discours de justification systématique, mais de rééquilibrer le pouvoir d'interprétation.

B. Déploiement stratégique de la présence numérique gouvernementale

Les plateformes numériques constituent aujourd'hui des espaces centraux de formation de l'opinion publique internationale. Une présence numérique gouvernementale limitée ou désorganisée expose l'État à des récits concurrents et à des campagnes de désinformation.

Une stratégie numérique efficace repose sur une production régulière de contenus fiables et contextualisés ; une veille informationnelle permanente ; une capacité de réponse rapide aux rumeurs et enfin une interaction maîtrisée avec les publics.

L'objectif est d'occuper durablement l'espace informationnel, afin d'empêcher l'installation de récits déstabilisateurs.

C. Diversification et crédibilisation des porteurs du récit institutionnel

La crédibilité du récit gouvernemental est renforcée lorsqu'il est porté par une pluralité d'acteurs légitimes : responsables institutionnels, experts reconnus, universitaires, acteurs de la société civile et leaders d'opinion.

Cette pluralité maîtrisée permet de réduire la perception de communication univoque ou de propagande ; d'élargir l'adhésion sociale et internationale et enfin de renforcer la légitimité du discours officiel.

D. Continuité narrative et lutte contre la saturation médiatique du mensonge

Dans un environnement saturé d'informations, le silence ou l'irrégularité communicationnelle crée des vides narratifs immédiatement occupés par des récits alternatifs, souvent mensongers ou approximatifs.

Un récit institutionnel régulier, cohérent et aligné sur l'action publique permet de stabiliser les perceptions ; de contrer la désinformation par la répétition contrôlée et enfin de construire une image durable et lisible de l'État.

La continuité narrative doit s'inscrire dans le temps long, au-delà des urgences conjoncturelles.

Conclusion de la troisième partie

Cette troisième partie démontre que la communication gouvernementale doit être pensée comme une infrastructure stratégique de la stabilité politique. La modernisation de son architecture institutionnelle, la professionnalisation de ses acteurs, la maîtrise du temps communicationnel et le renforcement de la souveraineté narrative constituent des conditions essentielles de résilience étatique.

La communication n'est plus un simple outil de visibilité. Elle est devenue un instrument de gouvernance, de prévention des crises et de leadership international. Investir dans sa structuration et sa cohérence revient à investir dans la stabilité, la crédibilité et l'avenir des États.



CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette recherche avait pour objectif d'analyser le rôle de la communication gouvernementale dans la formation de la perception internationale et dans la préservation de la stabilité politique, en Afrique et dans le monde. À travers une approche théorique approfondie et une étude empirique comparative, la thèse met en évidence un constat central selon lequel la communication gouvernementale est devenue un pilier stratégique de la gouvernance contemporaine, en raison de son influence directe sur la confiance publique, la légitimité institutionnelle et la crédibilité internationale.

L'analyse théorique a montré que la communication gouvernementale ne se réduit pas à l'information administrative. Elle s'inscrit dans des dynamiques de cadrage, d'agenda-setting, de construction sociale de la réalité et de gestion symbolique des crises. Les apports des sciences politiques, des sciences de l'information et de la communication convergent sur le fait que la stabilité politique dépend autant de la capacité d'action institutionnelle que de la capacité à stabiliser un récit crédible, cohérent et compréhensible.

L'étude empirique confirme ces enseignements. Les cas analysés montrent que l'issue d'une tentative de rupture constitutionnelle est étroitement liée à la capacité de l'État à produire un récit crédible et rapidement diffusé, puis à en assurer la continuité narrative pour empêcher la consolidation de récits concurrents. Les terrains comparatifs illustrent qu'une communication fragilisée en amont peut préparer symboliquement le terrain de la rupture. Inversement, une communication structurée, incarnée et coordonnée renforce la résilience institutionnelle, sans pour autant garantir, à elle seule, la neutralisation de tous les récits alternatifs dans la durée.

La thèse met en lumière un phénomène structurant selon lequel la dissociation croissante entre réalité institutionnelle et perception internationale, accentuée par l'environnement numérique et la saturation informationnelle. Cette dissociation oblige les États à repenser la communication comme une fonction stratégique continue, articulant veille, réactivité, cohérence, pédagogie et crédibilisation des porteurs de discours.

En définitive, cette recherche démontre que la communication gouvernementale constitue un instrument central de prévention des crises, de stabilisation politique et de crédibilisation internationale. Elle appelle à une modernisation profonde des architectures et pratiques communicationnelles, particulièrement en Afrique, afin que les États puissent non seulement rétablir l'ordre dans les faits, mais aussi stabiliser durablement les perceptions, protéger la confiance collective et renforcer leur position dans un espace mondial structuré par la compétition des récits.

GLOSSAIRE DES CONCEPTS CLÉS

Agenda-setting

Processus par lequel les médias (et, de plus en plus, les plateformes numériques) influencent l'importance perçue des sujets, en sélectionnant, hiérarchisant et répétant certains thèmes. L'État cherche à inscrire ses priorités dans cet agenda pour orienter l'attention collective et internationale.

Alignement discours–action

Degré de cohérence entre ce que l'État annonce et ce qu'il fait réellement. Plus l'écart est grand, plus la défiance s'installe et plus la perception (interne/externe) se détache des faits.

Amplification algorithmique

Mécanisme par lequel les plateformes (réseaux sociaux, moteurs de recommandation) augmentent la visibilité de contenus jugés “engageants”, souvent émotionnels ou polarisants. Cela peut fragiliser la parole institutionnelle si celle-ci n'est pas adaptée au rythme et aux codes numériques.

Architecture institutionnelle de communication

Organisation formelle (rôles, hiérarchies, procédures, porte-parolat, coordination interinstitutionnelle) qui structure la communication de l'État. Une architecture claire réduit la fragmentation et accélère la réponse en situation de crise.

Bataille du récit

Compétition entre plusieurs interprétations d'un même événement, cherchant à s'imposer comme lecture dominante. Cette bataille se joue dans l'instant (premières heures) et dans la durée (continuité narrative).

Cadre théorique

Ensemble des théories mobilisées pour expliquer les relations entre communication, perceptions et stabilité : construction sociale de la réalité, cadrage, agenda-setting, communication de crise, psychologie cognitive, désinformation.

Cadrage (Framing)

Façon de présenter un événement (angle, vocabulaire, causes mises en avant, responsables désignés, solutions suggérées), influençant son interprétation. Le même fait peut être perçu comme “crise profonde” ou “incident maîtrisé” selon le cadrage dominant.

Cellule permanente de communication de crise

Dispositif opérationnel continu chargé d’anticiper, préparer, coordonner et déployer la réponse communicationnelle lors d’événements critiques : veille, scénarios, messages prévalidés, circuits rapides de décision, porte-parole formés.

Communication de crise

Ensemble des stratégies et pratiques de communication en situation critique (coup d’État, catastrophe, scandale, attentat, crise sociale). Elle vise à réduire l’incertitude, protéger la crédibilité institutionnelle et stabiliser les perceptions.

Communication gouvernementale

Dispositifs, discours et actions par lesquels l'État explique, justifie, contextualise et rend intelligible son action auprès des publics nationaux et internationaux. Elle n'est pas seulement informative : elle est aussi structurante du sens, de la confiance et de la légitimité.

Communication publique

Champ plus large incluant la communication des institutions publiques au sens général (ministères, collectivités, agences), au-delà du seul gouvernement. Elle poursuit des objectifs d'intérêt général : service, compréhension, mobilisation, cohésion.

Continuité narrative

Capacité à maintenir un récit stable et cohérent dans le temps : messages réguliers, constance des faits et des preuves, absence de contradictions, suivi post-crise. Elle limite l'installation durable de récits concurrents.

Crédibilité institutionnelle

Perception de fiabilité, de cohérence, de compétence et de bonne foi attribuée aux institutions. Elle dépend de la transparence, de la cohérence interinstitutionnelle, de la qualité des preuves, et de l’alignement discours-action.

Dépendance informationnelle exogène

Situation où l’interprétation d’un pays dépend principalement de sources extérieures (médias internationaux, agences, influenceurs étrangers), faute de production endogène suffisamment crédible et visible. Elle fragilise la souveraineté narrative.

Désinformation

Production, diffusion et amplification de contenus faux, trompeurs ou manipulateurs, intentionnellement ou non. En contexte de crise politique, elle peut altérer la perception internationale et accroître la polarisation interne.

Dissociation réalité institutionnelle / perception internationale

Écart entre l'état réel des institutions (capacité opérationnelle, rétablissement de l'ordre) et l'image perçue à l'étranger (instabilité supposée, crise prolongée). Cet écart produit des effets concrets (diplomatie, économie, confiance).

Espace informationnel

Environnement global où circulent informations et interprétations : médias, réseaux sociaux, messageries, communiqués, déclarations, analyses, contenus viraux. C'est un champ de compétition stratégique.

Espace symbolique

Dimension immatérielle où se construisent le sens, l'image, la légitimité, les émotions collectives et les représentations. Un événement politique y "existe" autant que dans les institutions.

Écosystème crédible de relais

Réseau d'acteurs (porte-parole, experts, universitaires, diplomates, médias crédibles, société civile) capables de relayer le récit institutionnel avec légitimité. Plus il est diversifié et reconnu, plus il réduit l'accusation de propagande.

Effet de vérité illusoire (Illusory truth effect)

Tendance cognitive : une affirmation répétée semble plus vraie, même sans preuves nouvelles. Cela explique la persistance de certains récits politiques malgré les démentis institutionnels, et justifie la répétition maîtrisée du récit officiel.

Gouvernance informationnelle

Capacité de l'État à piloter l'information comme ressource stratégique : production de preuves, transparence, coordination, veille, réponse aux rumeurs, diplomatie narrative, présence numérique.

Légitimité politique

Reconnaissance (par la population et/ou l'extérieur) du droit à gouverner. Elle se construit par la performance, la conformité aux règles, l'équité perçue, et la crédibilité narrative du pouvoir.

Légitimité perçue

Dimension subjective de la légitimité : ce que les publics croient ou ressentent à propos de la légitimité d'un pouvoir, parfois indépendamment de la légalité formelle. Elle est très sensible aux récits médiatiques.

Maîtrise du temps communicationnel

Aptitude à intervenir au bon moment : premières minutes/heures (cadrage initial), puis séquences suivantes (preuves, détails, continuité). Une parole tardive laisse le champ libre aux récits concurrents.

Mise en récit (Narrativisation)

Transformation d'un fait en histoire intelligible : causes, acteurs, enchaînements, preuves, signification. La mise en récit structure la compréhension collective et conditionne la perception internationale.

Normo-communication

Orientation visant à réduire la prise de parole institutionnelle pour éviter la surcommunication. Dans la thèse, elle est analysée comme pouvant créer un vide narratif exploitable en période de contestation ou de crise.

Perception internationale

Représentation d'un État et d'un événement politique par des observateurs externes (médias, gouvernements, partenaires, investisseurs, opinion internationale). Elle influence diplomatie, attractivité et marge de manœuvre stratégique.

Pluralité légitimée des porteurs du récit

Stratégie consistant à faire porter le message par plusieurs acteurs reconnus (institutions, experts, universitaires, leaders d'opinion), selon une orchestration coordonnée. Elle renforce la crédibilité et réduit la perception de discours univoque.

Polarisation

Processus de division de l'opinion en camps opposés, alimenté par récits émotionnels, désinformation, et logiques algorithmiques. Elle fragilise la stabilité en rendant les consensus plus difficiles.

Projection internationale

Capacité d'un État à façonner activement son image et ses interprétations à l'extérieur (diplomatie, médias, plateformes, porte-parole, partenaires). Elle relève d'une stratégie et non d'une réaction.

Résilience institutionnelle

Aptitude des institutions à absorber un choc, maintenir leurs fonctions, restaurer l'ordre constitutionnel et préserver la continuité de l'État. La résilience est à la fois matérielle (dispositifs) et symbolique (récit).

Récit institutionnel

Narration officielle structurée : ce qui s'est passé, ce qui est fait, ce qui sera fait, pourquoi, avec quelles preuves. Il vise la stabilité du sens, la confiance publique et la crédibilité extérieure.

Saturation informationnelle

Surabondance de contenus rendant difficile la vérification et favorisant l'emprise de récits simples, émotionnels ou répétitifs. Elle augmente le risque que la perception se détache des faits.

Soft power

Capacité d'influence par l'attraction (image, culture, crédibilité, valeurs, narration) plutôt que par la contrainte. Une communication gouvernementale crédible renforce le soft power et la réputation internationale.

Souveraineté médiatique

Capacité d'un État/continent à disposer de médias crédibles, autonomes et influents, capables de produire des grilles de lecture endogènes et de réduire la dépendance aux cadrages extérieurs.

Souveraineté narrative

Capacité de l'État à maîtriser durablement le sens attribué à ses actions et à ses crises, en produisant un récit crédible, visible et continu, nationalement et internationalement. Dans la thèse, elle est posée comme attribut moderne de souveraineté.

Stabilisation des perceptions

Processus par lequel une interprétation dominante se fixe dans l'opinion, réduisant l'incertitude et la volatilité narrative. Elle dépend de la cohérence, des preuves, de la répétition maîtrisée et des relais crédibles.

Stabilité politique

Capacité d'un système politique à maintenir l'ordre institutionnel, prévenir les ruptures, limiter les crises de légitimité et préserver la cohésion. Dans la thèse, elle dépend aussi de la gouvernance du sens et des perceptions.

Temporalité de la prise de parole

Variable clé de l'analyse : rapidité de réaction, séquençage des messages, capacité à cadrer l'événement avant les récits concurrents. Elle est déterminante dans les crises à haute viralité.

Triangulation des sources

Méthode de rigueur consistant à croiser sources institutionnelles, médiatiques et numériques, et, si possible, entretiens et témoignages, afin de limiter les biais et renforcer la validité interprétative.

Veille informationnelle

Surveillance continue des signaux médiatiques et numériques (rumeurs, tendances, cadrages, comptes influents, narrations émergentes) permettant d'anticiper et de répondre avant l'installation des récits concurrents.

Vulnérabilité narrative

Exposition d'un État aux récits déstabilisateurs lorsque la communication est absente, incohérente, tardive, peu crédible ou peu visible à l'international. Elle peut produire des effets politiques autonomes.



BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

I. Communication gouvernementale et communication politique

- Zémor, P. (2008). La communication publique. Paris : Presses Universitaires de France (PUF).
- Vedel, T. (2012). Communication politique. Paris : Presses de Sciences Po.
- Wolton, D. (1997). Penser la communication. Paris : Flammarion.
- Wolton, D. (2003). L'autre mondialisation. Paris : Flammarion.
- Maarek, P. J. (2014). Communication politique et propagande. Paris : Armand Colin.
- Libaert, T. (2018). La communication de crise. Paris : Dunod.
- Libaert, T., & Pierlot, J.-M. (2016). Communication de crise. Paris : Pearson Éducation France.

II. Théories des médias, de l'agenda et du cadrage

- McCombs, M., & Shaw, D. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176–187. Oxford : Oxford University Press.

- McCombs, M. (2004). *Setting the agenda: The mass media and public opinion*. Cambridge : Polity Press
- Goffman, E. (1974). *Frame analysis: An essay on the organization of experience*. New York : Harper & Row Publishers.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51–58. Oxford : Oxford University Press (International Communication Association).
- Iyengar, S. (1991). *Is anyone responsible? How television frames political issues*. Chicago : University of Chicago Press.

III. Construction sociale de la réalité et récits politiques

- Berger, P. L., & Luckmann, T. (1966). *The social construction of reality*. New York : Anchor Books / Random House.
- Edelman, M. (1988). *Constructing the political spectacle*. Chicago : University of Chicago Press.
- Ricoeur, P. (1983). *Temps et récit* (Tomes 1–3). Paris : Éditions du Seuil.

- Fisher, W. (1987). Human communication as narration. Columbia : University of South Carolina Press.

IV. Communication de crise et gestion symbolique

- Coombs, W. T. (2007). Ongoing crisis communication. Thousand Oaks (CA) : SAGE Publications.
- Coombs, W. T. (2015). Situational crisis communication theory. New York : Routledge / Taylor & Francis Group.
- Benoit, W. L. (1995). Accounts, excuses, and apologies: A theory of image restoration. Albany : State University of New York Press (SUNY Press).
- Heath, R. L. (2010). The SAGE handbook of public relations. Thousand Oaks (CA) : SAGE Publications.

V. Numérique, réseaux sociaux et désinformation

- Castells, M. (2009). Communication power. Oxford : Oxford University Press.
- Castells, M. (2012). Networks of outrage and hope. Cambridge : Polity Press.

- Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework*. Strasbourg : Council of Europe Publishing.
- Tufekci, Z. (2017). *Twitter and tear gas*. New Haven : Yale University Press.
- Shirky, C. (2011). The political power of social media. *Foreign Affairs*, 90(1), 28–41. New York : Council on Foreign Relations.
- Vosoughi, S., Roy, D., & Aral, S. (2018). The spread of true and false news online. *Science*, 359(6380), 1146–1151. Washington, DC : American Association for the Advancement of Science (AAAS).

VI. Perception internationale, soft power et relations internationales

- Nye, J. S. (2004). *Soft power*. New York : PublicAffairs / Perseus Books Group.
- Nye, J. S. (2011). *The future of power*. New York : PublicAffairs.
- Keohane, R. O., & Nye, J. S. (1977). *Power and interdependence*. Boston : Little, Brown and Company.
- Wendt, A. (1999). *Social theory of international politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

- Anholt, S. (2007). *Competitive identity*. London : Palgrave Macmillan.

VII. Stabilité politique, légitimité et résilience institutionnelle

- Weber, M. (1971). *Économie et société*. Paris : Plon.
- Easton, D. (1965). *A systems analysis of political life*. New York : John Wiley & Sons.
- Lipset, S. M. (1959). Some social requisites of democracy. *American Political Science Review*, 53(1), 69–105. Cambridge : Cambridge University Press (APSA).
- Almond, G., & Verba, S. (1963). *The civic culture*. Princeton : Princeton University Press.
- Fukuyama, F. (2011). *The origins of political order*. New York : Farrar, Straus and Giroux.

VIII. Afrique, médias et dynamiques politiques

- Frère, M.-S. (2016). *Médias et démocratie en Afrique*. Paris : Éditions Karthala.

- Tudesq, A.-J. (2012). *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*. Paris : Éditions Karthala.
- Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie*. Paris : Éditions Karthala.
- African Centre for Strategic Studies. (2020–2024). *Reports on African governance and security*. Washington, DC : National Defense University Press.
- UNESCO. (2018). *Journalism, fake news and disinformation*. Paris : UNESCO Publishing.

IX. Psychologie sociale, perception et répétition narrative

- Kahneman, D. (2011). *Thinking, fast and slow*. New York : Farrar, Straus and Giroux.
- Tversky, A., & Kahneman, D. (1974). Judgment under uncertainty. *Science*, 185(4157), 1124–1131. Washington, DC : AAAS.
- Fazio, R. H., et al. (2015). Repetition increases perceived truth. *Journal of Experimental Psychology*, 144(5), 993–1004. Washington, DC : American Psychological Association.

X. Coaching intégral, leadership et dynamiques humaines

- Wilber, K. (2000). A theory of everything. Boston : Shambhala Publications.
- Senge, P. (1990). The fifth discipline. New York : Doubleday / Currency.
- Heifetz, R. (1994). Leadership without easy answers. Cambridge (MA) : Harvard University Press.
- Maxwell, J. C. (2007). The 21 irrefutable laws of leadership. Nashville : Thomas Nelson Publishers.



978-99982-3-342-3



Copyright Décembre 2025